



LA TURBALLE

COMMUNE DE LA TURBALLE

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

Débat en séance du Conseil Municipal du 16 décembre 2025



SOMMAIRE

I – GENERALITES : page 4

II - LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER GENERAL : page 5

III - DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE : page 8

IV - RETROSPECTIVE BUDGETAIRE DE LA COMMUNE : page 9

- **rappel des objectifs financiers 2025**

- **le résultat de clôture 2025 provisoire**

 - budget principal de la ville

 - budget annexe cimetière

 - tous budgets consolidés

- **vue d'ensemble au 25/11/2025 (budget principal)**

- **le fonctionnement**

 - les recettes de fonctionnement

 - les dépenses de fonctionnement

- **l'investissement**

- les recettes d'investissement
 - les dépenses d'investissement

- **les grands indicateurs financiers / l'épargne**

- **état de la dette de la commune**

V - LES PRINCIPALES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2026 : page 24

- **hypothèses d'évolutions en fonctionnement**

- les recettes de fonctionnement
 - les dépenses de fonctionnement

- **hypothèses d'évolutions en investissement**

- les recettes d'investissement
 - les dépenses d'investissement

- **zoom sur les impôts locaux**

- **les orientations pluriannuelles**

VI – BUDGET PREVISIONNEL CIMETIERE : page 31

VII – INDICATEURS FINANCIERS : page 32

I - GENERALITES

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative au sein de l'assemblée délibérante en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité préalablement au vote du budget primitif.

CONTEXTE REGLEMENTAIRE GENERAL

Le DOB est une étape obligatoire du processus budgétaire, en application de l'article L.2312-1 du CGCT qui prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat d'orientation budgétaire soit inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal.

Ce débat doit se tenir dans un délai de 2 mois maximum préalablement au vote du budget primitif.

En cas d'absence de DOB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif sera illégale. Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle.

LE CONTENU DU DOB

L'article 1074 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRE est venu modifier l'article L3212-1 du CGCT pour préciser le contenu obligatoire du DOB en venant préciser le contenu du Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB).

Il doit porter sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes en fonctionnement et en investissement en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification...
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses.
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget en précisant, si besoin, le profil de dette visé pour l'exercice.

Depuis la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, il doit par ailleurs faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.



II - LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER GENERAL (MONDIAL, EUROPEEN ET FRANÇAIS)

➤ Contexte international

En 2026, l'économie mondiale devrait enregistrer une croissance modérée, estimée à 3,1 % selon le FMI, dans un contexte de résilience contrastée. Cette dynamique est portée principalement par les économies émergentes et certains grands pays comme les États-Unis, tandis que l'Europe reste freinée par une demande intérieure faible, des incertitudes politiques et des contraintes budgétaires. Toutefois, les perspectives mondiales demeurent fragiles : les tensions géopolitiques, les politiques protectionnistes désormais en vigueur aux États-Unis, et les déficits publics élevés pourraient peser sur les conditions financières mondiales. Le commerce international, après un rebond en 2025 lié à des achats anticipés, devrait ralentir nettement en 2026, affecté par les effets différés des hausses de droits de douane et par une fragmentation accrue des chaînes de valeur. L'inflation mondiale devrait poursuivre sa baisse, avec une tendance à la normalisation dans la plupart des grandes économies. La zone euro devrait connaître une croissance modeste, estimée à 1,1 %, freinée par une demande intérieure atone, des tensions commerciales persistantes avec les États-Unis, et une faible dynamique d'investissement. L'inflation y resterait contenue, autour de 1,6 %, en dessous de l'objectif de la Banque Centrale Européenne, ce qui ouvre la voie à une politique monétaire plus accommodante. Cette divergence transatlantique s'explique aussi par des choix budgétaires opposés : les États-Unis poursuivent une politique expansionniste malgré des déficits élevés, tandis que l'Europe reste contrainte par des marges de manœuvre budgétaires limitées. La transition énergétique s'accélère, avec une augmentation des investissements dans les énergies renouvelables et la décarbonation de l'économie. L'Europe investit massivement dans cette transition, mais ces transformations prennent du temps à produire des effets positifs sur la croissance.



➤ Contexte national

Une croissance toujours faible en 2026 et une inflation maîtrisée mais sous pression

En 2026, l'économie française devrait connaître une légère accélération de la croissance, avec un taux de PIB attendu entre 0,9 % et 1,3 % selon les sources (Banque de France, Commission européenne), après une année 2025 déjà peu dynamique. Ce rebond reste fragile, dans un contexte marqué par la persistance d'incertitudes politiques nationales et internationales et la poursuite des tensions commerciales.

La croissance reste principalement portée par la consommation des ménages (+1 %) et un redressement progressif de l'investissement privé, favorisé par la baisse des taux directeurs de la BCE et une inflation désormais contenue.

L'inflation, après avoir dépassé l'objectif de 2 % en 2024-2025, devrait se stabiliser autour de 1,2 % à 1,7 % en 2026 selon les scénariis, sous l'effet d'une stabilisation des prix de l'énergie et d'une demande intérieure modérée. Cette désinflation permet un léger regain du pouvoir d'achat, contraint par la progression des salaires qui reste limitée, autour de 2 % en moyenne.

Un marché du travail sous tension et des perspectives d'emploi dégradées

Le marché du travail s'engage dans un ralentissement : le taux de chômage de 7,5 % au deuxième trimestre 2025 (INSEE), devrait rester élevé, autour de 7,8% en 2026 selon la banque de France. La faible croissance, la réduction des politiques de soutien à l'emploi et la hausse des faillites d'entreprises expliquent cette dégradation. Les créations d'emplois restent limitées, avec des tensions persistantes dans certains secteurs (santé, numérique, transition écologique).



Une rigueur budgétaire renforcée et un effort accru demandé aux collectivités

« Chaque seconde, la dette de l'état Français augmente de 5000€ » selon l'ancien premier ministre M. Bayrou. Le gouvernement poursuit donc sa trajectoire de réduction du déficit public, avec un objectif annoncé de 4,6 % du PIB en 2026 (sous le gouvernement Bayrou), contre 5,4 % en 2025, dans le cadre d'un plan pluriannuel visant à stabiliser la dette d'ici 2029. Cela impliquerait un effort budgétaire de 43,8 milliards d'euros en 2026, dont 5,3 milliards d'euros directement supportés par les collectivités locales (contre 2,2 milliards en 2025). A ce jour, sous le nouveau gouvernement Lecornu, le projet de budget 2026 est toujours en cours de préparation et de négociation. Les collectivités locales seront à nouveau mises à contribution mais l'intensité de l'effort reste encore à arbitrer.

Un contexte financier local sous tension

La situation financière des collectivités locales se dégrade : selon les chiffres de la cour des comptes, la progression des dépenses de fonctionnement (+4.1 % en 2024 dépasse celle des recettes (+2,7 %), entraînant une baisse de l'épargne brute (-4.5% entre 2023 et 2024) et par effet ricochet, une hausse de la dette. Les départements sont les plus fortement touchés avec une chute de 32,2% de leur épargne brute. Les marges de manœuvre se réduisent donc, alors que les besoins d'investissement restent élevés, notamment pour répondre aux enjeux de transition écologique et numérique. La situation financière globale demeure saine, bien que des disparités persistent entre les différentes collectivités. L'incertitude entourant la trajectoire du redressement des comptes publics incite les collectivités à renforcer la maîtrise, voire la réduction, de leurs dépenses de fonctionnement.

III - DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

Montant du réalisé prévisionnel 2025

Section de fonctionnement :

Dépenses de fonctionnement : 8 206 729,63 €

Recettes de fonctionnement : 14 731 008,84 €

Section d'investissement (avec RAR) :

Dépenses d'investissement : 7 909 664,12 €

Recettes d'investissement : 5 913 706,98 €

Niveaux d'épargne budget principal :

Epargne brute réalisée 2025 : 1 715 163 €

Epargne nette réalisée 2025 : - 905 957 € Résultat lié au remboursement anticipé des emprunts

Endettement :

Encours de dette Budget principal au 01/01/2026 : 1 612 164 €

Capacité de désendettement (avec résultats antérieurs) : 1 an

Dette par habitant : 324 €(budget principal)

Taux d'imposition 2025 :

Taxe Foncier Bâti : 36,14 %

Taxe Foncier Non Bâti : 48.93 %

Taxe d'Habitation sur résidences secondaires : 16,28 %

Effectifs de la collectivité (2025) :

Budget principal : 85 ETP inscrits au tableau des effectifs au 31/12/2025 pour 83 postes pourvus

IV - RETROSPECTIVE BUDGETAIRE DE LA COMMUNE

Rappel des objectifs 2025 :

- **l'encadrement des dépenses réelles de fonctionnement** dans la perspective des contraintes budgétaires à venir (anticiper la participation au redressement des comptes publics) et préserver la capacité d'autofinancement de la commune.
- **maîtriser la masse salariale** tout en se dotant des moyens nécessaires pour répondre aux besoins des services supports qui fonctionnent à « flux tendu ».
Etude sur l'externalisation de certaines missions (service entretien) et renfort au service ressources humaines.
- **poursuivre la pluri annualité** dans la conduite des projets et l'action politique : adaptation du PPI (mise en avant des actions en faveur de la transition énergétique par exemple) et mise à jour et création d'AP/CP pour tenir compte de l'avancement des grands projets du mandat.
- **mettre en œuvre les projets structurants du mandat**
 - Lister les projets mandatés en 2025
 - terrain de football synthétique et aménagement
 - aménagement de la place du marché
 - aménagement de la rue Colbert
 - liaison cyclable
 - rénovation de l'éclairage public

Le résultat provisoire 2025

Budget principal Ville					
	Résultats antérieurs (N-1)	Résultats comptables N	Résultats cumulés	Restes à réaliser	Résultats disponibles
Fonctionnement					
Dépenses	0,00 €	8 206 729,63 €	8 206 729,63 €		8 206 729,63 €
Recettes	5 524 042,70 €	9 206 966,14 €	14 731 008,84 €		14 731 008,84 €
Total	5 524 042,70 €	1 000 236,51 €	6 524 279,21 €	0,00 €	6 524 279,21 €
Investissement					
Dépenses	0,00 €	7 909 664,12 €	7 909 664,12 €		7 909 664,12 €
Recettes	2 228 960,83 €	3 684 746,15 €	5 913 706,98 €		5 913 706,98 €
Total	2 228 960,83 €	-4 224 917,97 €	-1 995 957,14 €	0,00 €	-1 995 957,14 €
TOTAL GENERAL	7 753 003,53 €	-3 224 681,46 €	4 528 322,07 €	0,00 €	4 528 322,07 €

Le résultat provisoire 2025

Budget annexe Cimetière

	Résultats antérieurs (N-1)	Résultats comptables N	Résultats cumulés	Restes à réaliser	Résultats disponibles
Fonctionnement					
Dépenses	0,00 €	39 232,00 €	39 232,00 €		39 232,00 €
Recettes	28 960,83 €	39 332,00 €	68 292,83 €		68 292,83 €
Total	28 960,83 €	100,00 €	29 060,83 €	0,00 €	29 060,83 €
Investissement					
Dépenses	0,00 €	0,00 €	0,00 €		0,00 €
Recettes	0,00 €	0,00 €	0,00 €		0,00 €
Total	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL	28 960,83 €	100,00 €	29 060,83 €	0,00 €	29 060,83 €

Résultats tous budgets consolidés

<u>Tous budgets consolidés</u>					
	Résultats antérieurs (N-1)	Résultats comptables N	Résultats cumulés	Restes à réaliser	Résultats disponibles
Fonctionnement					
Dépenses	0,00 €	8 245 961,63 €	8 245 961,63 €		8 245 961,63 €
Recettes	5 553 003,53 €	9 246 298,14 €	14 799 301,67 €		14 799 301,67 €
Total	5 553 003,53 €	1 000 336,51 €	6 553 340,04 €	0,00 €	6 553 340,04 €
Investissement					
Dépenses	0,00 €	7 909 664,12 €	7 909 664,12 €	0,00 €	7 909 664,12 €
Recettes	2 228 960,83 €	3 684 746,15 €	5 913 706,98 €	0,00 €	5 913 706,98 €
Total	2 228 960,83 €	-4 224 917,97 €	-1 995 957,14 €	0,00 €	-1 995 957,14 €
TOTAL GENERAL	7 781 964,36 €	-3 224 581,46 €	4 557 382,90 €	0,00 €	4 557 382,90 €

Vue d'ensemble au 25/11/2025 (budget principal) – prévisions de clôture

FONCTIONNEMENT

DÉPENSES

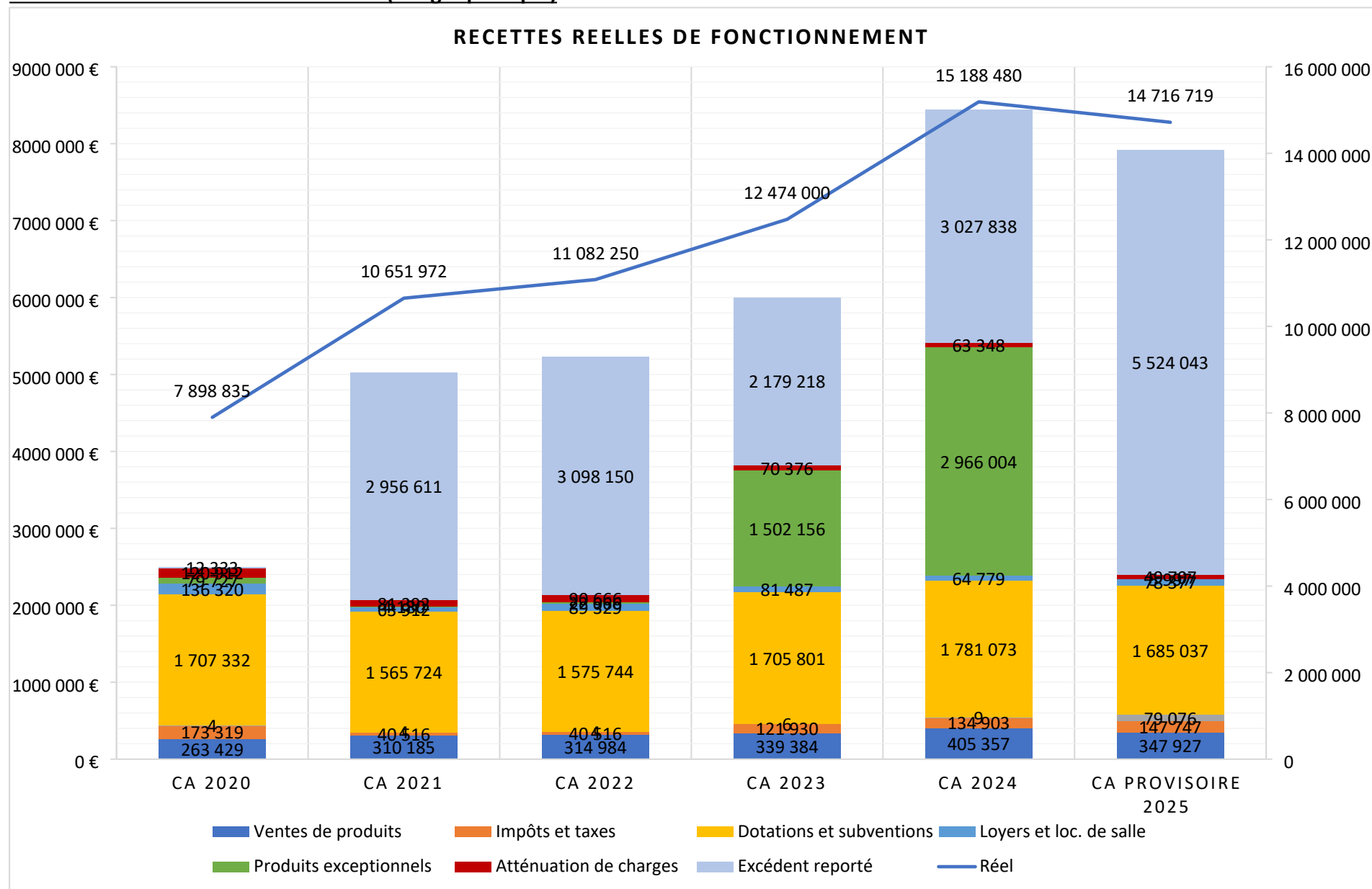
Libellé	Réalisé 2024	BP 2025	Budgété 2025	Réalisé 2025
Charges à caractère général	1 655 105,66	2 060 963,00	2 010 140,94	1 691 634,60
Charges de personnel	4 438 197,25	4 688 454,04	4 688 454,04	4 418 795,22
Autres charges de gestion courante	706 398,46	686 374,28	685 402,74	563 579,38
Charges financières	175 535,36	382 190,00	382 190,00	295 470,74
Equivalent dépenses imprévues (en chap. 011)	0,00	1 528 344,94	1 727 295,13	0,00
Charges exceptionnelles	3 227,70	1 500,00	1 500,00	312,33
Atténuation de produits (dont FPIC)	490 810,70	585 735,00	643 892,00	502 037,32
Dotations aux provisions	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00
Réel	7 469 275,13	9 953 561,26	10 158 874,85	7 471 829,59
Dotations aux amortissements	705 989,11	750 000,00	750 000,00	723 460,04
Autres écritures d'ordre	3 113 550,84	0,00	0,00	11 440,00
Virement prévisionnel	0,00	3 742 765,85	3 742 765,85	0,00
Ordre	3 819 539,95	4 492 765,85	4 492 765,85	734 900,04
TOTAL	11 288 815,08	14 446 327,11	14 651 640,70	8 206 729,63

RECETTES

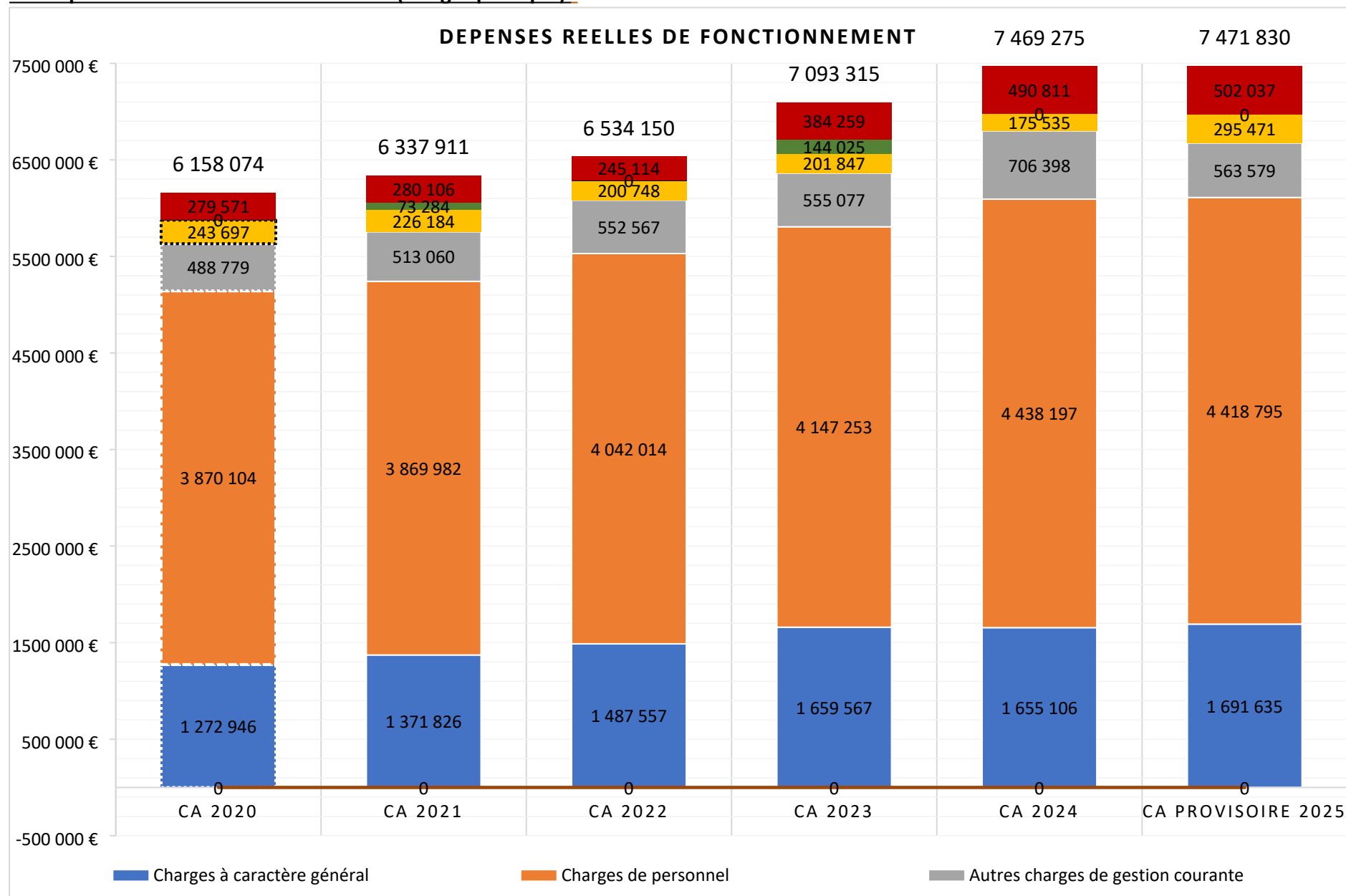
Libellé	Réalisé 2024	BP 2025	Budgété 2025	Réalisé 2025
Ventes de produits	405 357,13	335 616,84	335 616,84	347 927,43
Impôts et taxes	134 903,00	147 544,00	147 544,00	147 747,00
Fiscalité locale	6 745 166,69	6 602 439,00	6 772 319,58	6 798 808,81
Remboursement frais financiers	9,27	30 007,00	30 007,00	79 075,79
Dotations et subventions	1 781 072,85	1 669 947,57	1 700 915,58	1 685 037,26
Loyers et locations de salle	64 779,44	67 760,00	67 760,00	78 376,52
Produits exceptionnels	2 966 004,30	1 000,00	1 000,00	5 996,71
Atténuation de charges	63 348,49	48 600,00	48 600,00	49 707,00
Reprises sur provisions	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00
Excédent reporté	3 027 838,44	5 524 042,70	5 524 042,70	5 524 042,70
Réel	15 188 479,61	14 441 957,11	14 642 805,70	14 716 719,22
Travaux en régie	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements	9 767,77	4 370,00	8 835,00	8 830,58
Autres écritures d'ordre	147 920,07	0,00	0,00	5 459,04
Ordre	157 687,84	4 370,00	8 835,00	14 289,62
TOTAL	15 346 167,45	14 446 327,11	14 651 640,70	14 731 008,84

Solde de fonctionnement **4 057 352,37** **0,00** **0,00** **6 524 279,21**

Les recettes réelles de fonctionnement (budget principal)



Les dépenses réelles de fonctionnement (budget principal) :



INVESTISSEMENT

DÉPENSES

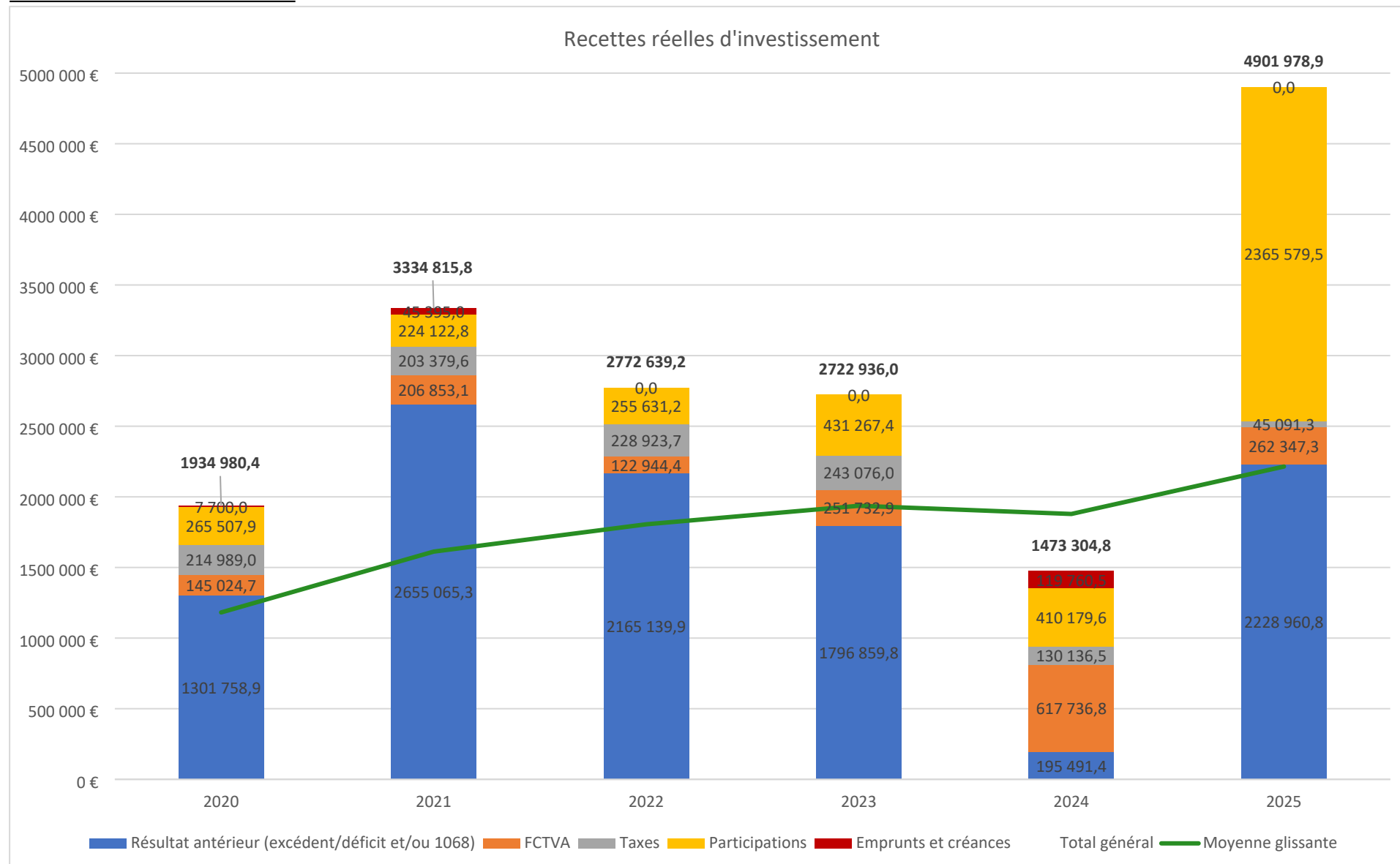
Libellé	Réalisé 2024	BP 2025	Budgété 2025	Réalisé 2025
Dépenses d'équipement	3 804 275,47	4 299 532,20	4 639 115,37	4 139 189,75
Reste à réaliser		393 365,84	393 365,84	393 365,84
Opérations sous mandat : AFAFE		1 180 000,00	1 180 000,00	250 000,00
Gestion soutles AFAFE			43 178,88	43 178,88
Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	6 506,82	6 506,82
Subvention d'équipement	281 492,52	405 976,00	410 185,50	165 185,50
Reste à réaliser subventions versées				
Participation	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
Remboursement des emprunts (capital)	612 461,65	2 622 000,00	2 622 000,00	2 621 119,64
Déficit	41 353,77	0,00	0,00	0,00
Equivalent dépenses Imprévues (en op. 9001)	0,00	430 785,82	139 162,83	0,00
Réel	4 739 583,41	9 331 659,86	9 433 515,24	7 618 546,43
Opérations patrimoniales (écritures d'ordre)	18 548,29	200 000,00	276 835,00	276 828,07
Travaux en régie	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements	9 767,77	4 370,00	8 835,00	8 830,58
Autres écritures d'ordre	147 920,07	0,00	0,00	5 459,04
Ordre	176 236,13	204 370,00	285 670,00	291 117,69
Total	4 915 819,54	9 536 029,86	9 719 185,24	7 909 664,12

RECETTES

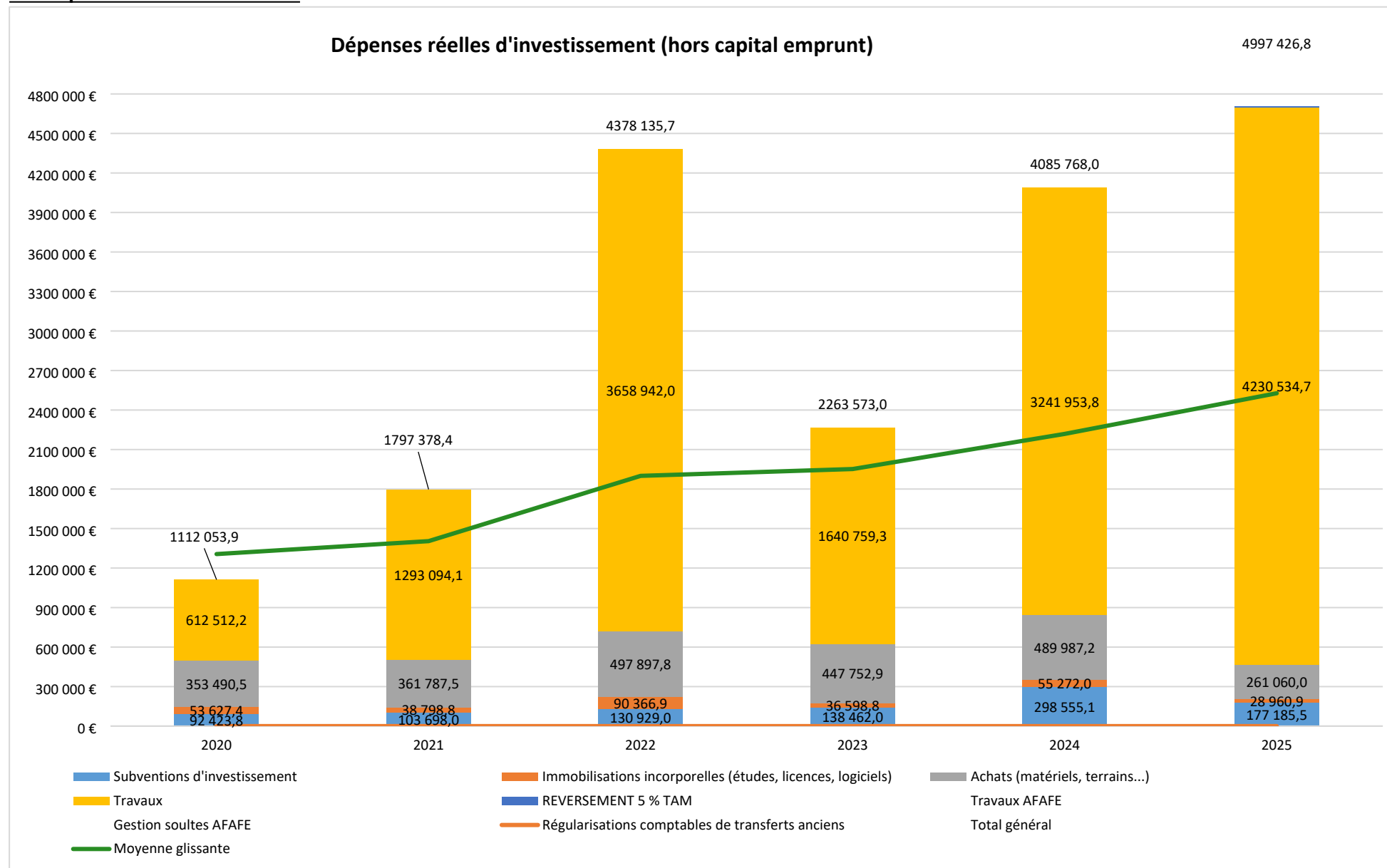
Libellé	Réalisé 2024	BP 2025	Budgété 2025	Réalisé 2025
Subventions d'investissement	56 436,03	718 121,90	781 263,40	1 718 566,61
Reste à réaliser	353 834,00	353 834,00	353 834,00	353 834,00
Opérations sous mandat : AFAFE	0,00	1 180 000,00	1 180 000,00	250 000,00
Gestion soutles AFAFE			43 178,88	43 178,88
FCTVA	617 736,75	262 347,28	262 347,28	262 347,28
Affectation résultat fonctionnement n-1	195 491,44	0,00	0,00	0,00
Dotations, fonds divers et réserves (autres)	130 136,46	100 000,00	100 000,00	45 091,27
Cessions d'actifs (vente de biens)	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	119 760,53	0,00	0,00	0,00
Excédent	0,00	2 228 960,83	2 228 960,83	2 228 960,83
Réel	1 473 395,21	4 843 264,01	4 949 584,39	4 901 978,87
Opérations patrimoniales (écritures d'ordre)	18 548,29	200 000,00	276 835,00	276 828,07
Virement de la Section de Fonctionnement	0,00	3 742 765,85	3 742 765,85	0,00
Dotations aux amortissements	705 989,11	750 000,00	750 000,00	723 460,04
Autres écritures d'ordre	3 113 550,84	0,00	0,00	11 440,00
Ordre	3 838 088,24	4 692 765,85	4 769 600,85	1 011 728,11
Total	5 311 483,45	9 536 029,86	9 719 185,24	5 913 706,98

Solde d'investissement **395 663,91** **0,00** **0,00** **-1 995 957,14**

Les recettes d'investissement

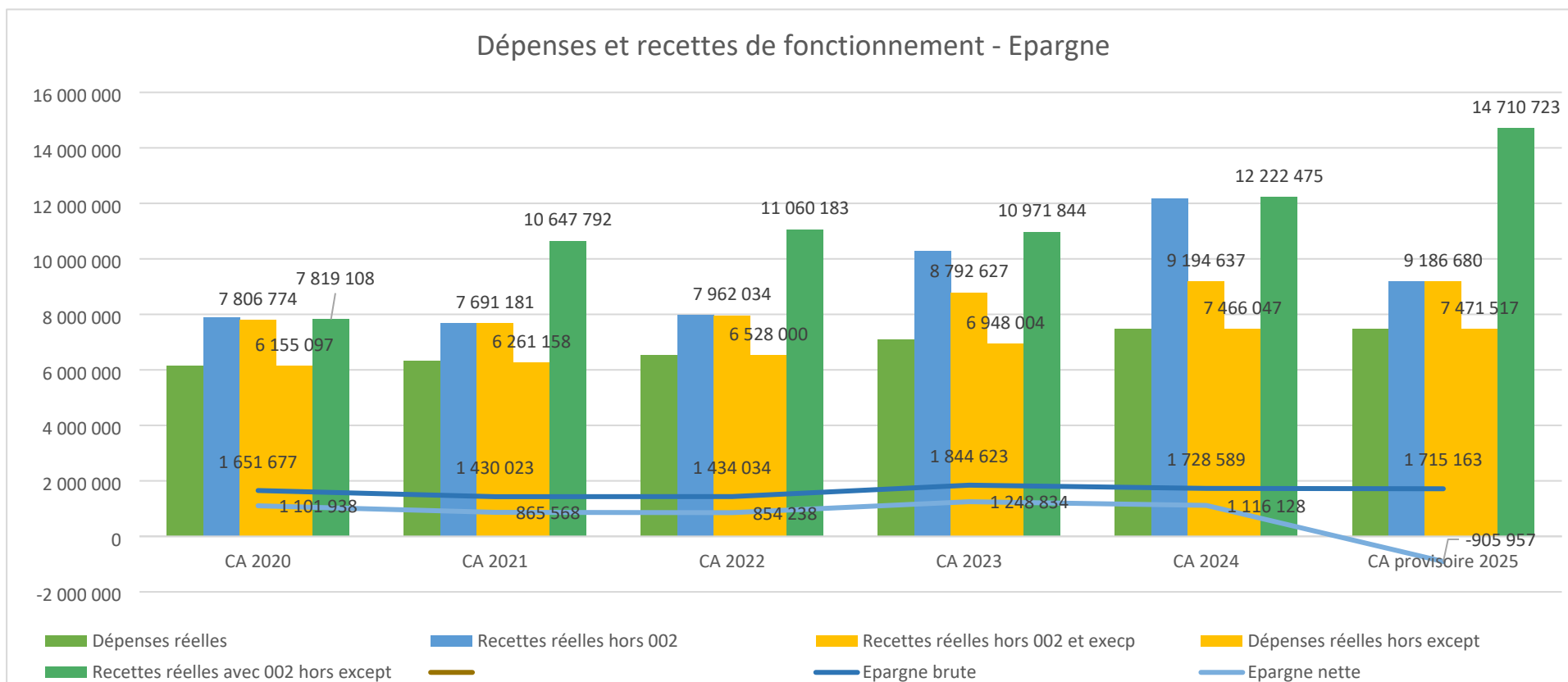


Les dépenses d'investissement



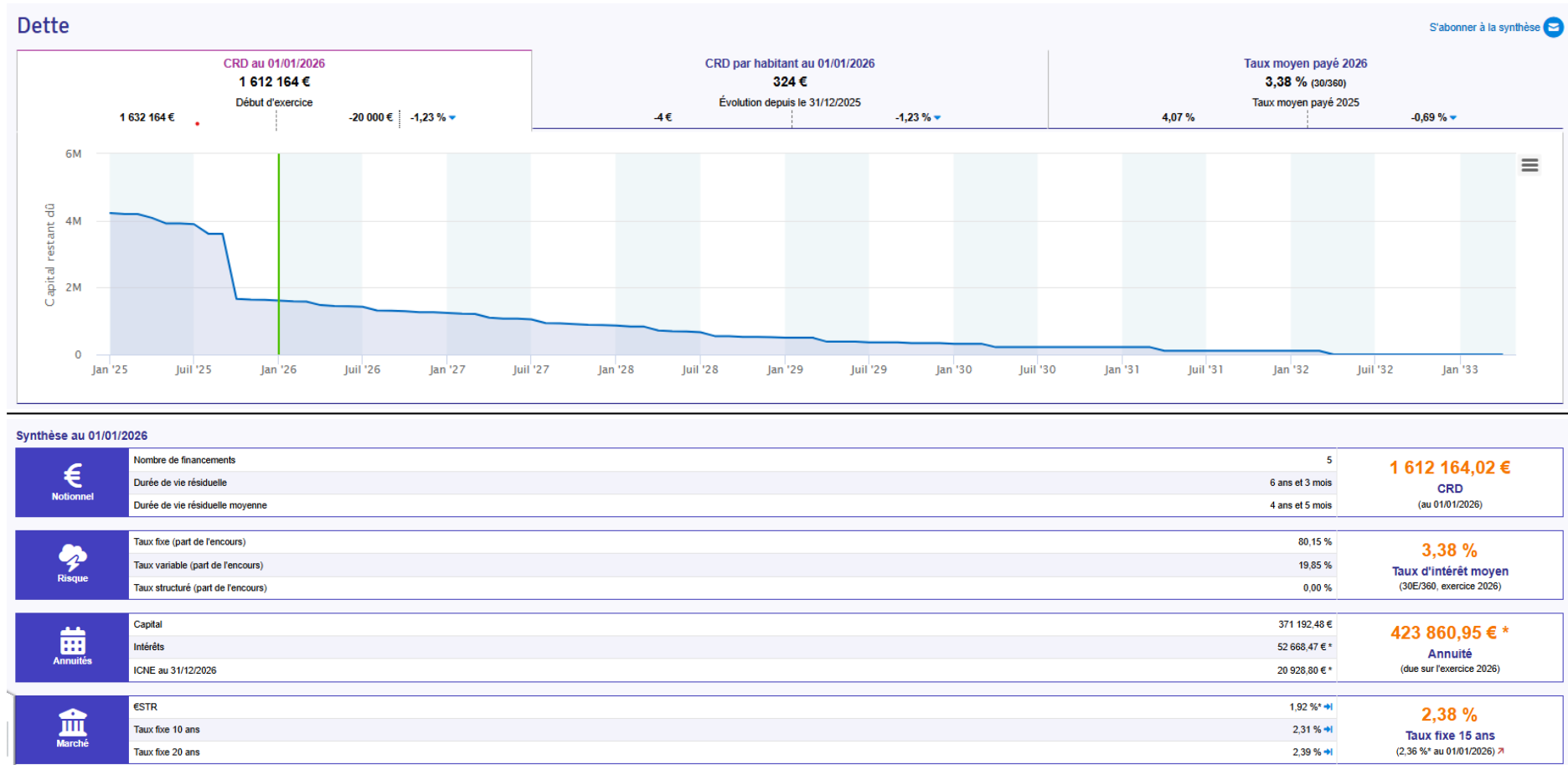
Les grands indicateurs financiers / l'épargne (prévisionnel 2025) budget principal (en K€)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Epargne brute	1 651 677	1 430 023	1 434 034	1 819 230	1 615 926	1 715 163
Remboursement du capital de la dette	549 739	564 455	579 796	595 789	612 452	2 621 119
Epargne nette	1 101 938	865 568	854 238	1 223 441	1 003 464	-905 957



L'endettement :

Tous budgets consolidés :





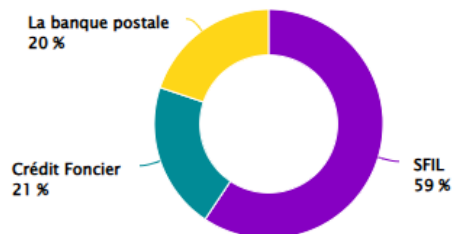
CRD au 01/01/2026 ⓘ	Duration ⓘ	Nombre de produits	Nombre de preteurs
1 612 164,02 €	2,3 ans	5	3 ...



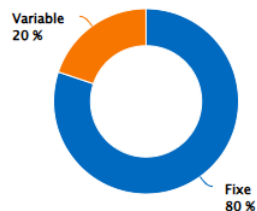
[Gestion des colonnes](#) [Télécharger](#)

Référence	Nature	CRD	Date de Fin	CBC	Indexation	Banque	Budget	Prochaine échéance			Commentaire	
								Date	Taux	Montant		
2010/01 Ream EX MIN263250EUR	(EB)	694 800,11 €	01/04/2032	(A1)	Taux fixe à 3,10%		Commune 100 %	01/04/2026	3,10 %	109 806,33 €		
2014/01 MIN500326EUR	(EB)	320 000,00 €	01/01/2030	(A1)	Euribor 3m + 1,51%		Commune 100 %	02/01/2026	3,53 %	23 063,70 €	Mq la page 3 et4 du TA.	
2013/01 00002489292F	(EB)	275 000,00 €	12/07/2028	(A1)	Taux fixe à 3,40%		Commune 100 %	12/01/2026	3,40 %	27 389,44 €		
2013/04 MIS280098EUR	(EB)	262 363,91 €	01/08/2028	(A1)	Taux fixe à 3,65%		Commune 100 %	03/08/2026	3,65 %	92 933,39 €		
2013/02 00002518492 N	(EB)	60 000,00 €	29/11/2028	(A1)	Taux fixe à 3,50%		Commune 100 %	02/03/2026	3,50 %	5 530,83 €		

Répartition par banque au 01/01/2026



Répartition par risque au 01/01/2026



La capacité de désendettement de la ville

Elle se mesure en divisant l'épargne brute par le stock de dette au 31 décembre de l'année N et est un autre indicateur de la santé financière d'une ville.

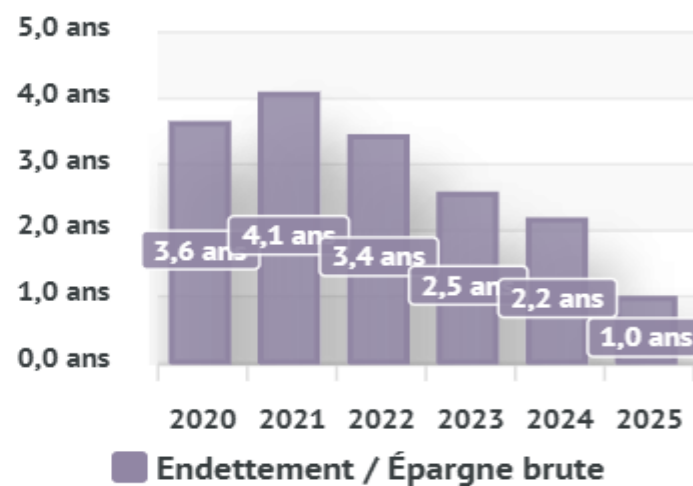
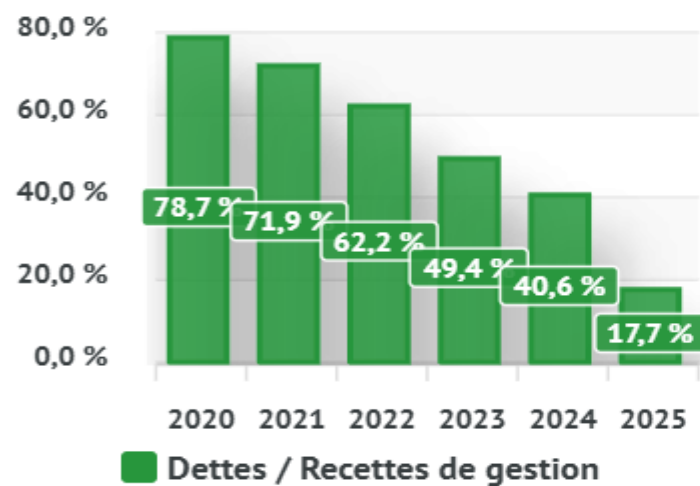
Pour La Turballe, cela **représente 1 an** (tous budgets consolidés).

Cela signifie qu'il faut 1 an pour que la commune rembourse totalement son stock de dette en y consacrant son épargne.

Pour rappel, on considère que la situation d'une collectivité est inquiétante lorsque le nombre d'années pour rembourser la dette avec son épargne brute est supérieur à 12. À partir de 15 ans, la collectivité est dans le rouge.

Endettement

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CAP 2025	+/-	
Dettes / Recettes de gestion	78,7%	71,9%	62,2%	49,4%	40,6%	17,7%	-25,83%	😊
Endettement / Épargne brute	3,6ans	4,1ans	3,4ans	2,5ans	2,2ans	1,0ans	-23,13%	😊
Annuité dette / Recettes gest°	10,3%	10,3%	9,8%	9,1%	8,6%	30,5%	+24,32%	😞
Dettes par hab. / moy. nationale	79,1%	71,4%	62,4%	54,1%	46,8%	20,2%	-23,93%	😊



V - LES PRINCIPALES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2026

Forte de cette situation, La commune peut envisager l'avenir avec ambition et responsabilité. Le budget municipal entend rester un repère de stabilité et de proximité. Le maintien du vote du budget primitif en février 2026, malgré les incertitudes entourant la loi de finances 2026, témoigne de cette volonté.

Le budget proposé permettra de :

- Maintenir la stabilité fiscale, sans augmentation des taux d'imposition communaux le plus longtemps possible,
- Flécher une partie des investissements vers la transition écologique,
- Réduire de moitié la pénalité SRU en créant des logements sociaux,
- Maintenir notre capacité de désendettement sous le seuil de précaution de 8 ans,
- Privilégier l'autofinancement.
- Optimiser les subventions pour les investissements, avec un objectif de 30 % de financement subventionné,
- Maîtriser les dépenses de fonctionnement,
- Contenir l'évolution de la masse salariale,

Maîtriser la masse salariale

La commune affiche une volonté de maîtriser sa masse salariale. Les effectifs sont stables ses dernières années et pourtant la masse salariale augmente. Plusieurs éléments poussent à cette hausse, il y a d'abord le GVT (glissement vieillesse technicité). C'est une notion de variation de la masse salariale à effectif constant. Le GVT positif correspond à l'augmentation de la rémunération individuelle d'un fonctionnaire découlant de son avancement quasi automatique sur sa grille indiciaire. Il y a eu la prime pouvoir d'achat (une mesure nationale). Il y a eu la participation prévoyance, la mutuelle (obligations légales), il y a eu une hausse des cotisations retraite (CNRACL), imposées par l'État. Et il y a eu des choix locaux (la révision du régime indemnitaire), car il faut que nos agents puissent bénéficier de traitements proches de ceux des agents des autres collectivités ou du secteur privé.

Dans ce contexte, le seul outil dont dispose la fonction publique est de s'interroger sur le remplacement de chaque départ en retraite. Il ne s'agit nullement de demander à ceux qui restent de se partager plus de travail. Il s'agit de penser le travail collectivement, de prioriser les objectifs et de s'organiser autrement. Dans les années à venir, tous les postes ne seront plus systématiquement remplacés.



Financer les investissements

Concernant, les investissements : les pistes cyclables, le déploiement de la vidéoprotection, et la rénovation énergétique de la mairie. Ces projets ont été ou seront financés sans emprunt. Ils répondent à des besoins concrets, identifiés par les habitants et participent à l'amélioration du cadre de vie.

Il faut à un terme plus long garder la capacité de réaliser des investissements structurants : rénovation énergétique du patrimoine communal, construction de logements saisonniers et des projets de transition écologique.

Si nécessaire, un recours mesuré à l'emprunt pourra être envisagé. Nous veillerons à maintenir notre capacité d'autofinancement et à préserver nos marges de manœuvre.

Des politiques prioritaires

Les priorités politiques sont claires. Nous voulons des services publics forts et accessibles ce qui consiste à soutenir la petite enfance, la restauration scolaire, la médiathèque, les équipements sportifs, et le tissu associatif. Le CCAS verra ses moyens renforcés. Nous croyons en une commune solidaire, où chacun trouve sa place et bénéficie d'un accompagnement adapté.

Le plan de sobriété énergétique a déjà permis une économie de 72 000 euros en 2024. Les efforts se poursuivront avec la rénovation de l'éclairage public LED, les mobilités douces, et des équipements économes en ressources. L'objectif est une réduction de 30 % de la consommation énergétique d'ici 2030. Il ne s'agit pas seulement d'une obligation, mais d'un choix politique assumé.

Il faut renforcer la cohésion sociale. Face à la pénalité SRU, nous agissons : acquisitions foncières en lien avec l'EPF, logements saisonniers, et programme de logements sociaux en centre-bourg. Une réduction de moitié de la pénalité SRU est visée d'ici 2030. Le logement est un enjeu majeur pour notre territoire, notamment pour les jeunes, les saisonniers et les familles modestes.

Fonctionnement 2026 : (projet)

Budget primitif 2026 FONCTIONNEMENT

DÉPENSES

Libellé	BP 2025	Budgété 2025	Réalisé 2025	BP 2026
Charges à caractère général	2 060 963,00	2 010 140,94	1 691 634,60	2 025 612,00
Charges de personnel	4 688 454,04	4 688 454,04	4 418 795,22	4 962 114,72
Autres charges de gestion courante	686 374,28	685 402,74	563 579,38	573 400,12
Charges financières	382 190,00	382 190,00	295 470,74	25 150,00
Equivalent dépenses imprévues (en chap. 011)	1 528 344,94	1 727 295,13	0,00	3 558 934,16
Charges exceptionnelles	1 500,00	1 500,00	312,33	1 500,00
Atténuation de produits (dont FPIC)	585 735,00	643 892,00	502 037,32	618 320,00
Dotations aux provisions	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00
Réel	9 953 561,26	10 158 874,85	7 471 829,59	11 765 031,00
Dotations aux amortissements	750 000,00	750 000,00	723 460,04	740 000,00
Autres écritures d'ordre	0,00	0,00	11 440,00	0,00
Virement prévisionnel	3 742 765,85	3 742 765,85	0,00	953 326,44
Ordre	4 492 765,85	4 492 765,85	734 900,04	1 693 326,44
TOTAL	14 446 327,11	14 651 640,70	8 206 729,63	13 458 357,44

RECETTES

Libellé	BP 2025	Budgété 2025	Réalisé 2025	BP 2026
Ventes de produits	335 616,84	335 616,84	347 927,43	342 716,84
Impôts et taxes	147 544,00	147 544,00	147 747,00	160 658,00
Fiscalité locale	6 602 439,00	6 772 319,58	6 798 808,81	6 751 684,00
Remboursement frais financiers	30 007,00	30 007,00	79 075,79	9,00
Dotations et subventions	1 669 947,57	1 700 915,58	1 685 037,26	1 575 441,53
Loyers et locations de salle	67 760,00	67 760,00	78 376,52	57 416,00
Produits exceptionnels	1 000,00	1 000,00	5 996,71	1 000,00
Atténuation de charges	48 600,00	48 600,00	49 707,00	32 300,00
Reprises sur provisions	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00
Excédent reporté	5 524 042,70	5 524 042,70	5 524 042,70	4 528 322,07
Réel	14 441 957,11	14 642 805,70	14 716 719,22	13 449 547,44
Travaux en régie	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements	4 370,00	8 835,00	8 830,58	8 810,00
Autres écritures d'ordre	0,00	0,00	5 459,04	0,00
Ordre	4 370,00	8 835,00	14 289,62	8 810,00
TOTAL	14 446 327,11	14 651 640,70	14 731 008,84	13 458 357,44

Solde de fonctionnement **0,00** **0,00** **6 524 279,21** **0,00**



➤ Zoom sur les impôts locaux :

Pour rappel, les taux votés en 2025 :

Taxe sur le foncier bâti :	36,14 %
Taxe sur le foncier non bâti :	48,93 %
Taxe d'habitation	16,28%

Taux envisagés en 2026

	Bases prévisionnelles 2025	Bases prévisionnelles 2026	Projet Taux communal 2026
Taxe foncière bâtie (TFB)	11 697 000	11 790 576	36,14%
Taxe foncière non bâties (TFNB)	55 100	55 541	48,93%
Taxe d'habitation (TH)	7 906 000	7 969 248	16,28%

Conformément aux engagements de l'équipe municipale, il n'est pas envisagé une augmentation des taux communaux en 2026.

Le niveau de l'augmentation des bases n'a pas encore été communiqué par les services des finances publiques, cependant, une orientation est prise par la collectivité avec une estimation d'augmentation des bases en lien avec l'inflation et qui est annoncée à hauteur de 0,80 %.

D'où une recette estimée en 2026 à **5 585 684 €** pour un montant perçu de **5 541 353 €** en 2025.

Tableau investissements 2026 (estimation)

INVESTISSEMENT

DÉPENSES

Libellé	BP 2025	Budgété 2025	Réalisé 2025	BP 2026
Dépenses d'équipement	4 299 532,20	4 639 115,37	4 139 189,75	3 173 849,44
Reste à réaliser	393 365,84	393 365,84	393 365,84	0,00
Opérations sous mandat : AFAFE	1 180 000,00	1 180 000,00	250 000,00	0,00
Gestion soutles AFAFE		43 178,88	43 178,88	
Dotations, fonds divers et réserves	0,00	6 506,82	6 506,82	0,00
Subvention d'équipement	405 976,00	410 185,50	165 185,50	535 000,00
Reste à réaliser subventions versées				
Participation	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
Remboursement des emprunts (capital)	2 622 000,00	2 622 000,00	2 621 119,64	371 200,00
Déficit	0,00	0,00	0,00	1 995 957,14
Equivalent dépenses Imprévues (en op. 9001)	430 785,82	139 162,83	0,00	200 000,00
Réel	9 331 659,86	9 433 515,24	7 618 546,43	6 276 006,58
Opérations patrimoniales (écritures d'ordre)	200 000,00	276 835,00	276 828,07	1 379 975,54
Travaux en régie	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements	4 370,00	8 835,00	8 830,58	8 810,00
Autres écritures d'ordre	0,00	0,00	5 459,04	0,00
Ordre	204 370,00	285 670,00	291 117,69	1 388 785,54
Total	9 536 029,86	9 719 185,24	7 909 664,12	7 664 792,12

RECETTES

Libellé	BP 2025	Budgété 2025	Réalisé 2025	BP 2026
Subventions d'investissement	718 121,90	781 263,40	1 718 566,61	127 733,00
Reste à réaliser	353 834,00	353 834,00	353 834,00	
Opérations sous mandat : AFAFE	1 180 000,00	1 180 000,00	250 000,00	0,00
Gestion soutles AFAFE		43 178,88	43 178,88	
FCTVA	262 347,28	262 347,28	262 347,28	606 948,00
Affectation résultat fonctionnement n-1	0,00	0,00	0,00	1 995 957,14
Dotations, fonds divers et réserves (autres)	100 000,00	100 000,00	45 091,27	100 000,00
Cessions d'actifs (vente de biens)	0,00	0,00	0,00	1 760 852,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Excédent	2 228 960,83	2 228 960,83	2 228 960,83	0,00
Réel	4 843 264,01	4 949 584,39	4 901 978,87	4 591 490,14
Opérations patrimoniales (écritures d'ordre)	200 000,00	276 835,00	276 828,07	1 379 975,54
Virement de la Section de Fonctionnement	3 742 765,85	3 742 765,85	0,00	953 326,44
Dotations aux amortissements	750 000,00	750 000,00	723 460,04	740 000,00
Autres écritures d'ordre	0,00	0,00	11 440,00	0,00
Ordre	4 692 765,85	4 769 600,85	1 011 728,11	3 073 301,98
Total	9 536 029,86	9 719 185,24	5 913 706,98	7 664 792,12

Solde d'investissement 0,00 0,00 -1 995 957,14 0,00



Le financement des investissements :

- FCTVA : estimation à **606 948 €**. La recette attendue est en augmentation par rapport à 2025 (262 347 €). Le remboursement est basé sur les travaux réalisés en 2023 (N-2). Cela s'explique par un taux de réalisation plus faible de la section d'investissement en 2023.

- les subventions d'investissement :

Dans un contexte national tourmenté, la commune dépose des demandes de subvention pour chacun de ces projets, mais les difficultés financières de l'Etat et les difficultés de vote du budget de la France incite la commune à être minimaliste dans sa prévision des subventions d'investissement qu'elle est susceptible d'obtenir lorsqu'elle élabore son budget.

- les autorisations de programme et crédit de paiement :

oct-25															
AP VOTE															
prog	N° AP/CP	Libellé	Opératio	initialement	CP 2021	CP2022	CP2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	TOTAL AP	réalisé 2025	Prévision 2026	total ap
5	2021002	SENTIER LITTORAL KER ELISABETH	21002	432 000,00	6 196,80	29 436,25	300 092,23	317 427,12	20 033,60	20 033,60	20 033,60	713 253,20	20 033,60	20 033,60	670 199,57
								274 373,49							
6	2021003	REAMENAGEMENT CENTRE VILLE	15001	650 000,00	13 207,20	79 478,70	18 395,70	490 181,00	1 146 645,00			1 747 907,60	1 113 409,96	33 235,04	1 747 907,60
8	2021005	LIAISONS DOUCES	21004	280 000,00	6 330,72	18 356,59	51 197,01	536 350,12	312 948,62			925 183,06	262 948,62	50 000,00	925 183,06
9	2021006	ECLAIRAGE PUBLIC	21006	700 000,00	0,00	0,00	3 418,00	203 286,72	215 000,00	125 000,00	125 000,00	671 704,72	134 215,20	205 784,80	671 704,72
								80 784,80							
10	2021007	LITTORAL	21005	840 000,00	0,00	241 517,67	182 448,76	38 796,00	61 204,00	50 000,00	50 000,00	623 966,43	61 204,00	50 000,00	623 966,43
11	2022001	VIDEOPROTECTION	9022	80 000,00		0,00	0,00	5 062,02	200 000,00	125 000,00	0,00	330 062,02	17 747,68	307 252,32	330 062,02
12	2022002	ACCESSIBILITE	9014	300 000,00		26 176,37	33 316,82	38 521,15	60 000,00	60 000,00	0,00	218 014,34	12 471,43	10 000,00	120 485,77
13	2022003	AMENAGEMENT RUE COLBERT	16002	705 000,00		0,00	0,00	11 366,75	608 633,25	0,00	0,00	620 000,00	540 021,54	79 978,46	620 000,00
14	2024001	PARC PAYSAGER DE TRESALAN	21001	520 000,00				0,00	320 000,00	200 000,00	0,00	520 000,00	150 000,00	372 000,00	522 000,00
15	2025001	RENOVATION ENERGETIQUE (changement menuiseries extérieures Mairie)	9001	350 000,00					140 000,00	210 000,00	0,00	350 000,00	7 001,91	480 598,09	487 600,00

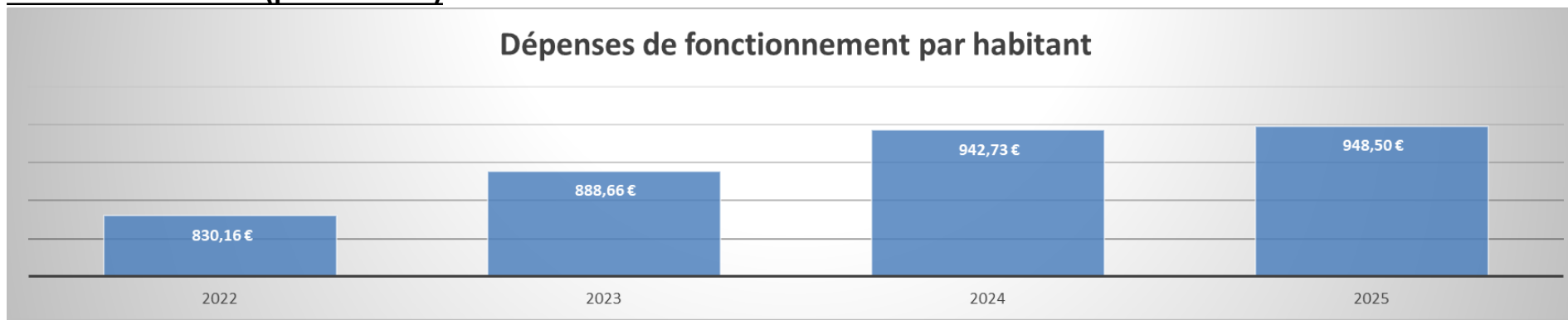
VI – BUDGET PREVISIONNEL CIMETIERE

Étiquettes de lignes	BP_2024	Budgété_2024	Réalisé_2024	BP_2025	Budgété_2025	Réalisé_2025	BP_2026
FONCTIONNEMENT							
Dépenses	80 310,61 €	80 310,61 €	45 040,20 €	51 317,20 €	51 317,20 €	39 232,00 €	48 061,33 €
002	0,00 €	0,00 €					
011	80 305,61 €	80 305,61 €	45 040,00 €	51 312,20 €	51 312,20 €	39 232,00 €	48 060,33 €
022	0,00 €	0,00 €					
042	0,00 €	0,00 €					
65	5,00 €	5,00 €	0,20 €	5,00 €	5,00 €		1,00 €
Recettes	80 310,61 €	80 310,61 €	74 001,03 €	51 317,20 €	51 317,20 €	68 292,83 €	48 061,33 €
002	29 265,03 €	29 265,03 €	29 265,03 €	28 960,83 €	28 960,83 €	28 960,83 €	29 060,33 €
013	28 040,58 €	28 040,58 €	34 312,00 €	11 351,37 €	11 351,37 €	28 420,00 €	10 000,00 €
042	0,00 €	0,00 €					
70	23 000,00 €	23 000,00 €	10 424,00 €	11 000,00 €	11 000,00 €	10 912,00 €	9 000,00 €
75	5,00 €	5,00 €		5,00 €	5,00 €		1,00 €
77	0,00 €	0,00 €					
INVESTISSEMENT							
Dépenses	0,00 €	0,00 €					
001	0,00 €	0,00 €					
040	0,00 €	0,00 €					
10	0,00 €	0,00 €					
23	0,00 €	0,00 €					
Recettes	0,00 €	0,00 €					
001	0,00 €	0,00 €					
040	0,00 €	0,00 €					
10	0,00 €	0,00 €					
16	0,00 €	0,00 €					
21	0,00 €	0,00 €					
23	0,00 €	0,00 €					

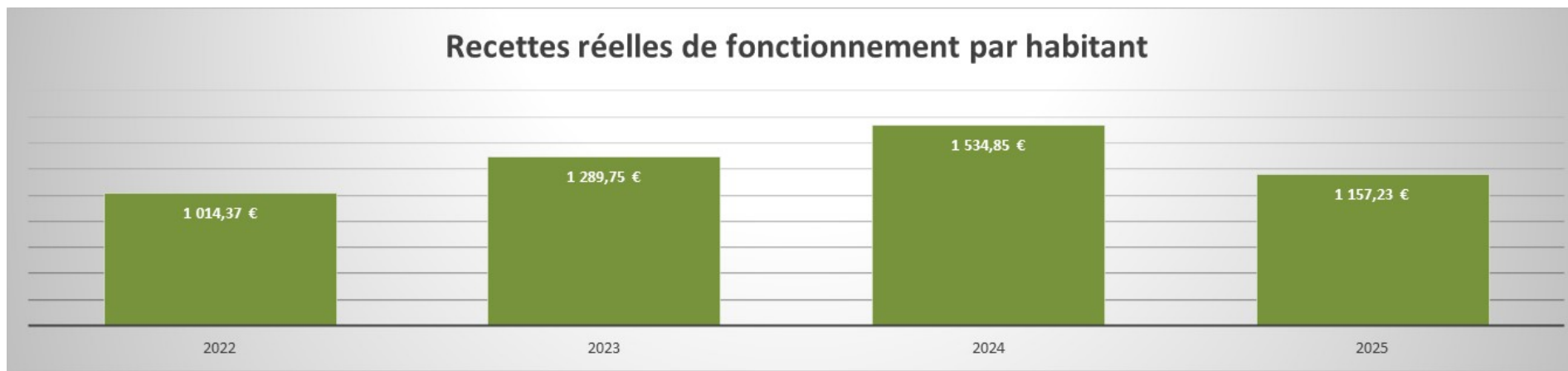
VII – INDICATEURS FINANCIERS

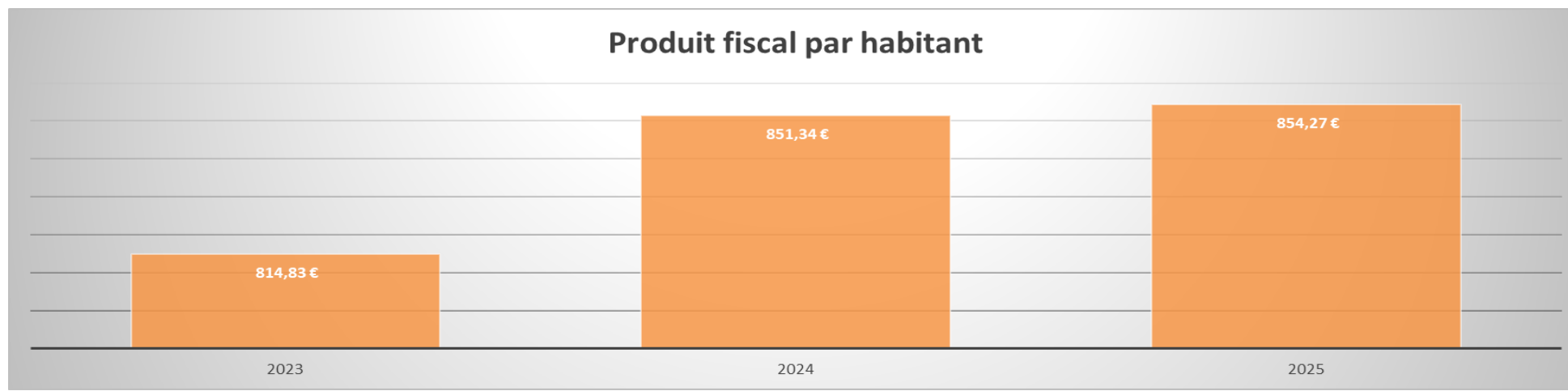
I – Ratios de niveau (par habitant)

Dépenses de fonctionnement par habitant

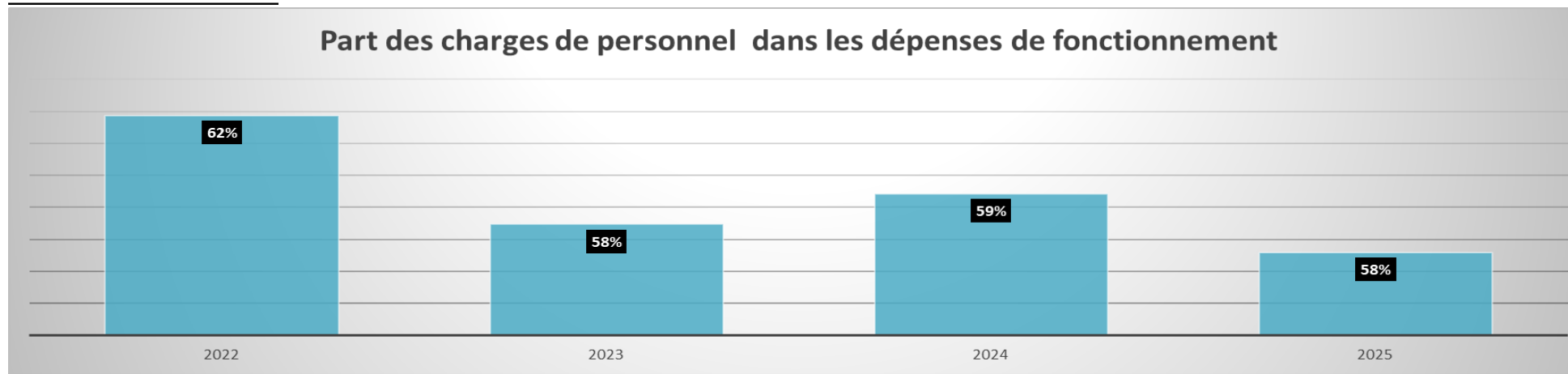


Recettes réelles de fonctionnement par habitant

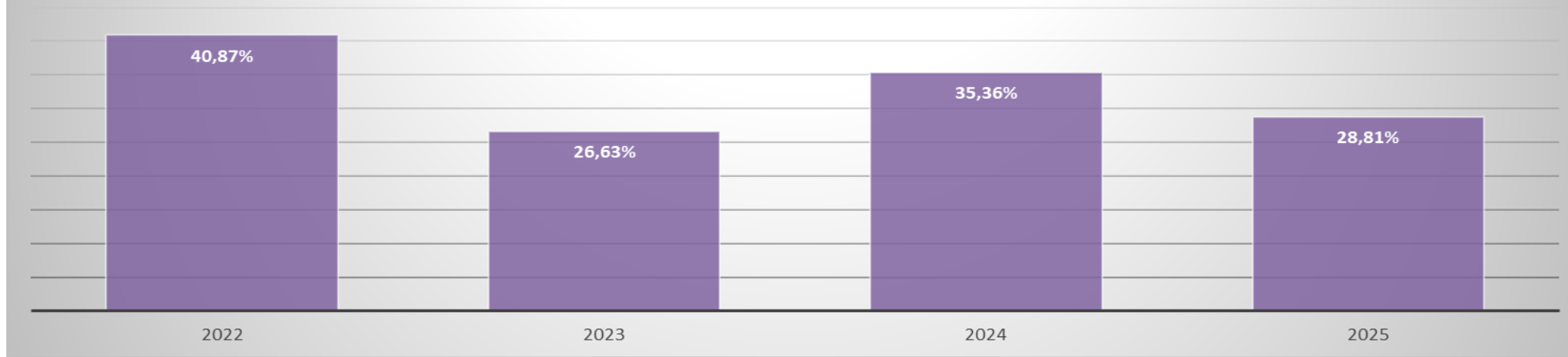




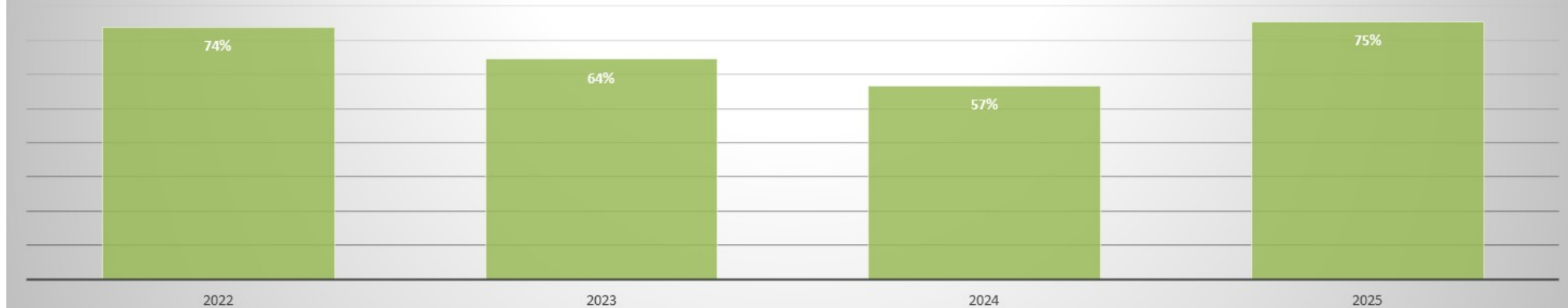
II- Ratios de structure



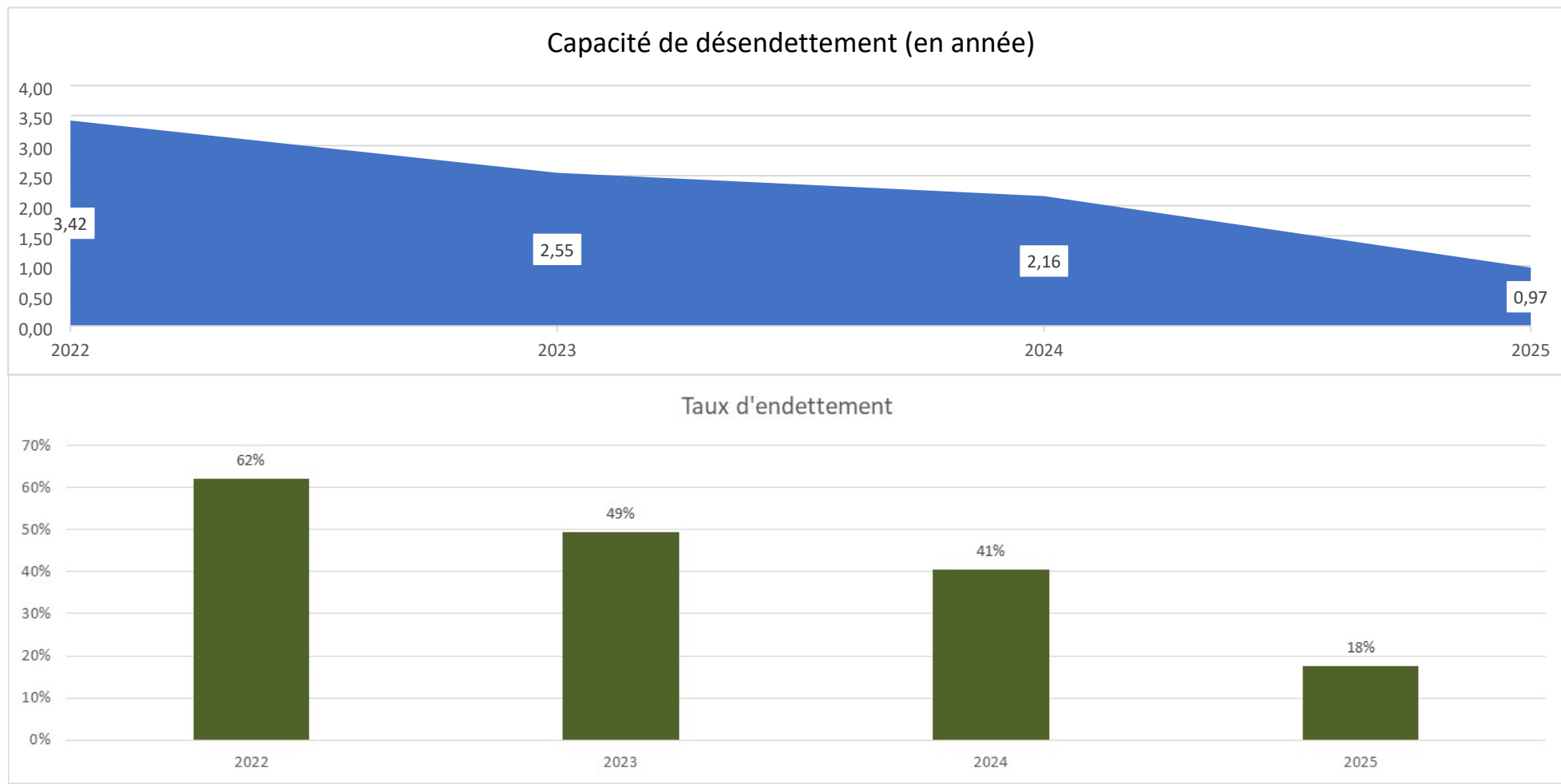
part d'investissement dans les dépenses totales



Part des recettes fiscales dans les recettes réelles de fonctionnement



III- Ratios de solvabilité et d'endettement



IV – Agrégats financiers clés

	CA 2022 en €	CA 2023 en €	CA 2024 en €	Atterrissage 2025 en €
Recettes de gestion	7 937 376,00 €	8 792 621,00 €	9 194 627,00 €	9 122 292,00 €
Dépenses de gestion	6 327 252,00 €	6 746 156,00 €	7 290 512,00 €	7 246 642,00 €
Épargne de gestion	1 610 124,00 €	2 046 465,00 €	1 904 115,00 €	1 875 650,00 €
Épargne brute (CAF)	1 444 638,00 €	1 704 029,00 €	1 725 734,00 €	1 659 817,00 €
Épargne nette (CAF Nette)	864 842,00 €	1 108 240,00 €	1 113 272,00 €	-961 303,00 €
Encours de dette au 31/12	4 937 315,00 €	4 341 526,00 €	3 729 065,00 €	1 612 144,00 €

Evolution de l'épargne

